



**CONSTITUTION**  
DE LA  
REPUBLICQUE TUNISIENNE









**CONSTITUTION  
DE LA REPUBLIQUE  
TUNISIENNE**

*Imprimerie Officielle de la République Tunisienne*

**Texte de la constitution du 1<sup>er</sup> juin 1959, tel que modifié par les textes suivants :**

- **Loi constitutionnelle n° 65-23 du 1<sup>er</sup> juillet 1965, modifiant l'article 29 de la constitution.**
- **Loi constitutionnelle n° 67-23 du 30 juin 1967, modifiant l'article 29 de la constitution.**
- **Loi constitutionnelle n° 69-63 du 31 décembre 1969, portant modification de l'article 51 de la constitution.**
- **Loi constitutionnelle n° 75-13 du 19 mars 1975, portant amendement des articles 40 et 51 de la constitution.**
- **Loi constitutionnelle n° 76-37 du 8 avril 1976, modifiant et complétant la constitution du 1<sup>er</sup> juin 1959.**
- **Loi constitutionnelle n° 81-47 du 9 juin 1981, modifiant certains articles de la constitution et remplaçant l'appellation « assemblée nationale » par « chambre des députés ».**
- **Loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.**

---

Pour l'interprétation des dispositions constitutionnelles, c'est le texte arabe qui fait foi.

**RESOLUTION  
DE L'ASSEMBLEE NATIONALE  
CONSTITUANTE  
PROCLAMANT LA REPUBLIQUE**

*Nous, députés de la nation tunisienne, membres de l'assemblée nationale constituante,*

*En vertu des pleins pouvoirs que nous détenons du peuple,*

*A l'effet de consolider les bases de l'indépendance de l'Etat et la souveraineté du peuple,*

*En vue de l'édification du régime démocratique que poursuit l'assemblée dans l'élaboration de la constitution,*

*Prenons au nom du peuple, la décision suivante immédiatement exécutoire :*

1. — Nous déclarons le régime monarchique définitivement aboli ;

2. — Nous proclamons que la Tunisie est un Etat Républicain ;

3. — Nous confions à monsieur Habib Bourguiba, président du conseil, la charge de chef de l'Etat, dans les conditions actuelle jusqu'à la mise en vigueur de la constitution et lui conférons le titre de : « Président de la République tunisienne » ;

4. — Nous chargeons le gouvernement d'exécuter la présente décision et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde du régime Républicain ; nous chargeons également le président de l'assemblée, le secrétaire général du bureau de l'assemblée et le gouvernement de porter cette décision à la connaissance de tous.

Fait au palais de l'assemblée au Bardo  
le 25 juillet 1957 à 18 heures

*Le Président de l'assemblée nationale constituante*  
JELLOULI FARES



## **PREAMBULE**

Au nom de Dieu ;

Clément et miséricordieux ;

Nous, représentants du peuple Tunisien, réunis en assemblée nationale constituante.

Proclamons la volonté de ce peuple, qui s'est libéré de la domination étrangère grâce à sa puissante cohésion et à la lutte qu'il a livrée à la tyrannie, à l'exploitation et à la régression :

— de consolider l'unité nationale et de demeurer fidèle aux valeurs humaines qui constituent le patrimoine commun des peuples attachés à la dignité de l'homme, à la justice et à la liberté et qui œuvrent pour la paix, le progrès et la libre coopération des nations ;

— de demeurer fidèle aux enseignements de l'Islam, à l'unité du Grand Maghreb, à son appartenance à la famille arabe, à la coopération avec les peuples qui combattent pour la justice et la liberté ;

— d'instaurer une démocratie fondée sur la souveraineté du peuple et caractérisée par un régime politique stable basé sur la séparation des pouvoirs.

Nous proclamons que le régime républicain constitue :

— la meilleure garantie pour le respect des droits de l'homme, pour l'instauration de l'égalité des citoyens en droits et en devoirs, pour la réalisation de la prospérité du pays par le développement économique et l'exploitation des richesses nationales au profit du peuple ;

— le moyen le plus efficace pour assurer la protection de la famille et le droit des citoyens au travail, à la santé et à l'instruction.

Nous, représentants du peuple tunisien libre et souverain, arrêtons, par la grâce de Dieu, la présente constitution.

## **CHAPITRE PREMIER**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE PREMIER**

La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'Islam, sa langue l'arabe et son régime, la République.

#### **ARTICLE 2**

La République tunisienne constitue une partie du Grand Maghreb Arabe, à l'unité duquel elle œuvre dans le cadre de l'intérêt commun.

Les traités conclus à cet effet et qui seraient de nature à entraîner une modification quelconque de la présente constitution seront soumis par le Président de la République à un référendum, après leur adoption par la chambre des députés, dans les formes et conditions prévues par la constitution.

#### **ARTICLE 3**

La souveraineté appartient au peuple tunisien qui l'exerce conformément à la constitution.

#### **ARTICLE 4**

Le drapeau de la République tunisienne est rouge ; il comporte, dans les conditions définies par la loi, en son milieu, un cercle blanc où figure une étoile à cinq branches entourée d'un croissant rouge.

La devise de la République est : Liberté, Ordre, Justice.

#### **ARTICLE 5**

La République tunisienne garantit l'inviolabilité de la personne humaine et la liberté de conscience, et protège le libre exercice des cultes, sous réserve qu'il ne trouble pas l'ordre public.

#### **ARTICLE 6**

Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi.

#### **ARTICLE 7**

Les citoyens exercent la plénitude de leurs droits dans les formes et conditions prévues par la loi. L'exercice de ces droits ne peut être limité que par une loi prise pour la protection des droits d'autrui, le respect de l'ordre public, la défense nationale, le développement de l'économie et le progrès social.

#### **ARTICLE 8**

Les libertés d'opinion, d'expression, de presse, de publication, de réunion et d'association sont garanties et exercées dans les conditions définies par la loi.

Le droit syndical est garanti.

#### **ARTICLE 9**

L'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance sont garantis, sauf dans les cas exceptionnels prévus par la loi.

#### **ARTICLE 10**

Tout citoyen a le droit de circuler librement à l'intérieur du territoire, d'en sortir et de fixer son domicile dans les limites prévues par la loi.

#### **ARTICLE 11**

Aucun citoyen ne peut être banni du territoire national ni empêché d'y retourner.

#### **ARTICLE 12**

Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité à la suite d'une procédure lui offrant les garanties indispensables à sa défense.

#### **ARTICLE 13**

La peine est personnelle et ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi antérieure au fait punissable.

**ARTICLE 14**

Le droit de propriété est garanti. Il est exercé dans les limites prévues par la loi.

**ARTICLE 15**

La défense de la patrie et de l'intégrité du territoire est un devoir sacré pour chaque citoyen.

**ARTICLE 16**

Le paiement de l'impôt et la contribution aux charges publiques, sur la base de l'équité, constituent un devoir pour chaque personne.

**ARTICLE 17**

Il est interdit d'extrader les réfugiés politiques.

**CHAPITRE II  
LE POUVOIR LEGISLATIF**

**ARTICLE 18**

Le peuple exerce le pouvoir législatif par l'intermédiaire d'une assemblée représentative, dénommée « chambre des députés ».

**ARTICLE 19**

Les membres de la chambre des députés sont élus au suffrage universel, libre, direct et secret, selon les modalités et les conditions fixées par la loi électorale.

**ARTICLE 20**

Est électeur tout citoyen possédant la nationalité tunisienne depuis au moins cinq ans et âgé de vingt années accomplies.

**ARTICLE 21 (nouveau) (1)**

Est éligible à la chambre des députés tout électeur né de père tunisien et âgé, au moins, de vingt cinq ans accomplis, le jour de la présentation de sa candidature.

**ARTICLE 22**

La chambre des députés est élue pour un mandat de cinq années au cours des trente derniers jours de la législature \*.

**ARTICLE 23**

En cas d'impossibilité de procéder dans les délais prescrits aux élections, pour cause de guerre ou de péril imminent, le mandat de la chambre des députés est prorogé par une loi jusqu'à ce qu'il soit possible de procéder aux élections.

**ARTICLE 24**

Le siège de la chambre des députés est fixé à Tunis et sa banlieue. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, la chambre de députés peut tenir ses séances en tout autre lieu du territoire de la République.

**ARTICLE 25**

Chaque député est le représentant de la nation entière.

---

(1) Loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

\* La loi constitutionnelle n° 81-78 du 9 septembre 1981 organisant des élections législatives anticipées.

**Article unique.** Par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la Constitution des élections législatives anticipées auront lieu avant le 31 décembre 1981 en vue du renouvellement de la chambre des députés.

La nouvelle chambre des députés élue en vertu de la présente loi constitutionnelle se réunira dans les huit jours suivant le jour du scrutin.

La législature en cours de la chambre des députés viendra à expiration le jour de la réunion de la nouvelle chambre des députés.

#### **ARTICLE 26**

Le député ne peut être poursuivi, arrêté ou jugé en raison d'opinions exprimées, de propositions émises ou d'actes accomplis dans l'exercice de son mandat au sein de la chambre.

#### **ARTICLE 27**

Aucun député ne peut, pendant la durée de son mandat, être poursuivi ou arrêté pour crime ou délit, tant que la chambre des députés n'aura pas levé l'immunité parlementaire qui le couvre.

Toutefois, en cas de flagrant délit, il peut être procédé à son arrestation : l'assemblée en est informée sans délai. la détention du député est suspendue si l'assemblée le requiert.

#### **ARTICLE 28 (nouveau) (1)**

La chambre des députés exerce le pouvoir législatif. L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et aux membres de la chambre des députés.

Les projets présentés par le Président de la République ayant la priorité.

La chambre des députés peut habiliter le Président de la République pendant un délai limité et en vue d'un objet déterminé à prendre des décrets-lois qui doivent être soumis à la ratification de la chambre à l'expiration de ce délai.

La chambre des députés adopte les lois organiques et les lois ordinaires à la majorité absolue des membres de la chambre.

Le projet de loi organique ne peut être soumis à la délibération de la chambre des députés qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.

---

(1) Loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

Ont le caractère de lois organiques, les lois prévues par les articles 4, 8, 9, 10, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 de la constitution.

La loi électorale revêt la forme de loi organique.

La chambre des députés vote les projets de loi de finances et de règlement du budget dans les conditions prévues par la loi organique du budget.

Le budget doit être voté au plus tard le 31 décembre. Si passé ce délai, la chambre des députés ne s'est pas prononcée, les dispositions des projets de loi de finances peuvent être mises en vigueur par décret, par tranches trimestrielles renouvelables.

#### **ARTICLE 29**

La chambre des députés se réunit chaque année en session ordinaire commençant dans le courant du mois d'octobre et prenant fin dans le courant du mois de juillet.

Toutefois, la première session de chaque législature débute dans le courant de la première quinzaine de novembre.

Pendant les vacances, l'assemblée se réunit en session extraordinaire à la demande du Président de la République ou de la majorité des députés.

#### **ARTICLE 30**

La chambre des députés élit parmi ses membres des commissions permanentes dont l'activité se poursuit durant les vacances de la chambre des députés.

#### **ARTICLE 31**

Le Président de la République peut, pendant les vacances de l'assemblée, prendre, avec l'accord de la commission permanente intéressée, des décrets-lois qui doivent être soumis à la ratification de l'assemblée au cours de la session ordinaire suivante.

### **ARTICLE 32**

Les traités n'ont force de loi qu'après leur ratification. Les traités dûment ratifiés ont une autorité supérieure à celle des lois.

### **ARTICLE 33**

Les traités sont ratifiés par la loi.

### **ARTICLE 34**

Sont pris sous forme de lois les textes relatifs :

- aux modalités générales d'application de la constitution, autres que celles devant faire l'objet de lois organiques ;
- à la création d'offices, d'établissements publics, de sociétés ou d'entreprises nationales ;
- à la nationalité, à l'état des personnes et aux obligations ;
- à la procédure devant les différents ordres de juridictions ;
- à la détermination des crimes et délits et aux peines qui leur sont applicables ;
- à l'amnistie ;
- à l'assiette et aux taux des impôts au profit de l'Etat, sauf délégation accordée au Président de la République par les lois de finances et les lois fiscales ;
- au régime d'émission de la monnaie ;
- aux emprunts et engagements financiers de l'Etat ;
- aux garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires.

### **ARTICLE 35**

La loi détermine les principes fondamentaux :

- du régime de la propriété et des droits réels ;
- de l'enseignement ;



- de la santé publique ;
- du droit du travail et de la sécurité sociale.

#### **ARTICLE 36**

Le plan de développement est approuvé par la loi.

La loi autorise les recettes et les dépenses de l'Etat dans les conditions prévues par la loi organique du budget.

### **CHAPITRE III**

#### **LE POUVOIR EXECUTIF**

#### **ARTICLE 37**

Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République assisté d'un gouvernement dirigé par un Premier ministre.

#### **SECTION I**

##### **Le Président de la République**

#### **ARTICLE 38**

Le Président de la République est le Chef de l'Etat. Sa religion est l'Islam.

#### **ARTICLE 39 (nouveau) (1)**

Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel, libre, direct et secret, au cours des trente derniers jours du mandat dans les conditions prévues par la loi électorale.

En cas d'impossibilité de procéder en temps utile aux élections pour cause de guerre ou de péril imminent, le mandat du Président est prorogé par une loi jusqu'à ce qu'il soit possible de procéder aux élections.

Le Président de la République est rééligible deux fois consécutives.

(1) Loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

#### **ARTICLE 40 (Nouveau) (1)**

Peut se porter candidat à la Présidence de la République tout tunisien, jouissant exclusivement de la nationalité tunisienne, de religion musulmane, de père, de mère, de grand-pères paternel et maternel tunisiens, demeurés tous de nationalité tunisienne sans discontinuité.

Le candidat doit, en outre, être, le jour du dépôt de la candidature, âgé de quarante ans au moins et de soixante dix ans au plus et jouir de tous ses droits civiques.

Le candidat est présenté par des élus, selon les modalités et les conditions fixées par la loi électorale.

La déclaration de candidature est enregistrée sur un registre spécial par une commission composée du président de la chambre des députés, président, et de quatre membres qui sont :

Le président du conseil constitutionnel, le mufti de la République, le premier président de la cour de cassation et le premier président du tribunal administratif.

La commission statue sur la validité des candidatures proclame le résultat du scrutin et se prononce sur les requêtes qui lui sont présentées à ce sujet.

#### **ARTICLE 41**

Le Président de la République est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect de la constitution et des lois ainsi que de l'exécution des traités. Il veille au fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels et assure la continuité de l'Etat.

#### **ARTICLE 42**

Le Président de la République élu prête devant la chambre des députés le serment suivant :

---

(1) Loi constitutionnelle susvisée n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

**« Je jure par Dieu Tout-Puissant de sauvegarder l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire, de respecter la constitution et la loi et de veiller scrupuleusement sur les intérêts de la nation ».**

#### **ARTICLE 43**

Le siège officiel de la Présidence de la République est fixé à Tunis et sa banlieue. Toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, il peut être transféré provisoirement en tout autre lieu du territoire de la République.

#### **ARTICLE 44**

Le Président de la République est le Chef Suprême des Forces Armées.

#### **ARTICLE 45**

Le Président de la République accrédite les représentants diplomatiques auprès des puissances étrangères. Les représentants diplomatiques des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

#### **ARTICLE 46**

En cas de péril imminent menaçant les institutions de la République, la sécurité et l'indépendance du pays et entravant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, le Président de la République peut prendre les mesures exceptionnelles nécessitées par les circonstances, après consultation du Premier ministre et du président de la chambre des députés.

Pendant cette période, le Président de la République ne peut dissoudre la chambre des députés et il ne peut être présenté de motion de censure contre le gouvernement.

Ces mesures cessent d'avoir effet dès qu'auront pris fin les circonstances qui les ont engendrées. Le Président de la République adresse un message à la chambre des députés à ce sujet.

#### **ARTICLE 47**

Le Président de la République peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ou tendant à ratifier un traité qui, sans être contraire à la constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet, le Président de la République le promulgue dans un délai maximum de quinze jours.

#### **ARTICLE 48**

Le Président de la République promulgue les traités.

Il déclare la guerre et conclut la paix avec l'approbation de la chambre des députés.

Il dispose du droit de grâce.

#### **ARTICLE 49**

Le Président de la République oriente la politique générale de l'Etat, en définit les options fondamentales et en informe la chambre des députés.

Le Président de la République communique avec la chambre des députés soit directement soit par message.

#### **ARTICLE 50**

Le Président de la République nomme le Premier ministre et, sur proposition de celui-ci, les autres membres du gouvernement.

Le Président de la République préside le conseil des ministres.

#### **ARTICLE 51**

Le Président de la République met fin aux fonctions du gouvernement ou de l'un de ses membres de sa propre initiative ou sur proposition du Premier ministre.

#### **ARTICLE 52**

Le Président de la République promulgue les lois constitutionnelles, organiques et ordinaires et en assure la publication au Journal officiel de la République tunisienne dans un délai maximum de quinze jours à compter de la transmission qui lui en est faite par le président de la chambre des députés.

Le Président de la République peut, pendant ce délai, renvoyer le projet de loi à la chambre des députés pour une deuxième lecture. Si le projet de la loi est adopté par la chambre des députés à la majorité des deux tiers de ses membres, la loi est promulguée et publiée dans un second délai maximum de quinze jours.

#### **ARTICLE 53**

Le Président de la République veille à l'exécution des lois.

Il exerce le pouvoir réglementaire général et peut en déléguer tout ou partie au Premier ministre.

#### **ARTICLE 54**

Les projets de loi sont délibérés en conseil des ministres.

Les décrets à caractère réglementaire sont contresignés par le Premier ministre et le membre du gouvernement intéressé.

#### **ARTICLE 55**

Le Président de la République nomme aux emplois supérieurs civils et militaires, sur proposition du gouvernement.

#### **ARTICLE 56**

En cas d'empêchement provisoire, le Président de la République peut déléguer par décret ses attributions au Premier ministre à l'exclusion du pouvoir de dissolution de la chambre des députés.

Au cours de l'empêchement provisoire du Président de la République, le gouvernement, même s'il est l'objet d'une motion de censure, reste en place jusqu'à la fin de cet empêchement.

Le Président de la République informe le président de la chambre des députés de la délégation provisoire de ses pouvoirs.

**ARTICLE 57 (Nouveau) (1)**

En cas de vacance de la Présidence de la République pour cause de décès, démission ou empêchement absolu le président de la chambre des députés est immédiatement investi des fonctions de Président de la République par intérim pour une période variant entre 45 jours au moins et 60 jours au plus.

Il prête le serment constitutionnel devant la chambre des députés ou, le cas échéant, devant le bureau de la chambre des députés.

Le Président de la République par intérim ne peut présenter sa candidature à la Présidence de la République même en cas de démission.

Le Président de la République par intérim exerce les attributions dévolues au Président de la République sans, toutefois, pouvoir recourir au référendum, démettre le gouvernement, dissoudre la chambre des députés ou prendre les mesures exceptionnelles prévues par l'article 46.

Durant cette période, il ne peut être présenté de motion de censure contre le gouvernement.

Durant cette même période des élections présidentielles sont organisées pour élire un nouveau Président de la République pour un mandat de cinq ans.

Le nouveau Président de la République peut dissoudre la Chambre des Députés et organiser des élections législatives anticipées conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 63.

---

(1) Loi constitutionnelle sus-visée n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

## SECTION II

### Le Gouvernement-

#### ARTICLE 58

Le gouvernement veille à la mise en œuvre de la politique générale de l'Etat, conformément aux orientations et aux options définies par le Président de la République.

#### ARTICLE 59

Le gouvernement est responsable de sa gestion devant le Président de la République.

#### ARTICLE 60 (Nouveau) (1)

Le Premier ministre dirige et coordonne l'action du gouvernement. Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la Présidence du conseil des ministres ou de tout autre conseil.

#### ARTICLE 61

Les membres du gouvernement ont accès à la chambre des députés ainsi qu'à ses commissions.

Tout député peut adresser au gouvernement des questions écrites ou orales.

#### ARTICLE 62 (Nouveau) (1)

La chambre des députés peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement, par le vote d'une motion de censure s'il s'avère à la chambre qu'il n'agit pas en conformité avec la politique générale de l'Etat et les options fondamentales prévues par les articles 49 et 58.

La motion de censure n'est recevable que si elle est motivée et signée par la moitié au moins des membres de la chambre des députés.

---

(1) Loi constitutionnelle sus-visée n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

Le vote ne peut intervenir que quarante huit heures après le dépôt de la motion de censure.

Lorsqu'une motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des députés, le Président de la République accepte la démission du gouvernement présenté par le Premier ministre.

#### **ARTICLE 63 (Nouveau) (1)**

En cas d'adoption par la chambre des députés d'une deuxième motion de censure à la majorité des deux tiers pendant la même législature le Président de la République peut soit accepter la démission du gouvernement soit dissoudre la chambre des députés.

Le décret portant dissolution de la chambre des députés doit comporter convocation des électeurs pour de nouvelles élections dans un délai maximum de trente jours.

En cas de dissolution prononcée dans les conditions de l'alinéa premier du présent article, le Président de la République peut prendre des décrets-lois qui doivent être soumis par la suite à la ratification de la chambre des députés.

La chambre, nouvellement élue, se réunit de plein droit dans les huit jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin.

### **CHAPITRE IV LE POUVOIR JUDICIAIRE**

#### **ARTICLE 64**

Les jugements sont rendus au nom du peuple et exécutés au nom du Président de la République.

---

(1) Loi constitutionnelle sus-visée n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.



#### **ARTICLE 65**

L'autorité judiciaire est indépendante ; les magistrats ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à l'autorité de la loi.

#### **ARTICLE 66**

Les magistrats sont nommés par décret du Président de la République sur proposition du conseil supérieur de la magistrature. Les modalités de leur recrutement sont fixées par la loi.

#### **ARTICLE 67**

Le conseil supérieur de la magistrature, dont la composition et les attributions sont fixées par la loi, veille au respect des garanties accordées aux magistrats en matière de nomination, d'avancement, de mutation et de discipline.

### **CHAPITRE V LA HAUTE COUR**

#### **ARTICLE 68**

La haute cour se constitue en cas de haute trahison commise par un membre du gouvernement. La compétence et la composition de la haute cour ainsi que la procédure applicable devant elle sont fixées par la loi.

### **CHAPITRE VI LE CONSEIL D'ETAT**

#### **ARTICLE 69**

Le conseil d'Etat se compose de deux organes :

- 1) le tribunal administratif ;
- 2) la cour des comptes.

La composition et la compétence du conseil d'Etat ainsi que la procédure applicable devant lui sont fixées par la loi.

## **CHAPITRE VII**

### **LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

#### **ARTICLE 70**

Le conseil économique et social est un organe consultatif en matière économique et sociale. Sa composition et ses rapports avec la chambre des députés sont fixés par la loi.

## **CHAPITRE VIII**

### **LES COLLECTIVITES LOCALES**

#### **ARTICLE 71**

Les conseils municipaux et les conseils régionaux gèrent les affaires locales, dans les conditions prévues par la loi.

## **CHAPITRE IX**

### **REVISION DE LA CONSTITUTION**

#### **ARTICLE 72**

L'initiative de la révision de la constitution appartient au Président de la République ou au tiers au moins des membres de la chambre des députés, sous réserve qu'elle ne porte pas atteinte à la forme républicaine de l'Etat.

#### **ARTICLE 73**

L'assemblée ne peut délibérer sur la révision proposée qu'à la suite d'une résolution prise à la majorité absolue, admettant le principe de la révision et en déterminant l'objet et après son examen par une commission ad hoc.

Aucune révision ne peut être apportée, à la présente constitution, qu'après l'adoption par la chambre des députés du projet de révision à la majorité des deux tiers de ses membres au cours de deux lectures, la seconde lecture intervenant trois mois au moins après la première.

#### **ARTICLE 74**

Le Président de la République promulgue sous forme de loi constitutionnelle la loi portant révision de la constitution conformément à l'article 52.

#### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES (1)**

Le Président de la République en exercice et dont le mandat se termine au cours du mois de novembre 1991 peut, avant cette date, organiser des élections anticipées soit présidentielles soit législatives soit les deux à la fois.

Au cas où seules des élections présidentielles anticipées sont organisées, le mandat en cours de la chambre des députés se termine en même temps que celui du nouveau Président de la République élu en application du présent alinéa.

Au cas où seules des élections législatives anticipées sont organisées, le mandat en cours du Président de la République se termine en même temps que celui de la Chambre des Députés nouvellement élue.

Les décrets portant organisation des élections anticipées prévues par le présent article doivent comporter convocation des électeurs pour de nouvelles élections dans un délai maximum de trente jours.

---

(1) Texte de l'article 2 de la loi constitutionnelle n° 88-88 du 25 juillet 1988 modifiant la constitution.

La chambre nouvellement élue, se réunit obligatoirement dans les huit jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin.

Le mandat en cours du Président de la République se termine dès la proclamation des résultats des élections présidentielles anticipées.

La législature en cours de la Chambre des Députés se termine le jour de la réunion de la nouvelle Chambre des Députés.

## TABLE DE MATIERES

	<b>Pages</b>
Préambule.....	5
Chapitre I. Dispositions générales (articles 1 à 17) .....	6
Chapitre II. Le pouvoir législatif (articles 18 à 36).....	8
Chapitre III. Le pouvoir exécutif (Article 37).....	13
Section I. Le Président de la République (Articles 38 à 57).....	13
Section II. Le gouvernement (Articles 58 à 63).....	19
Chapitre IV. Le pouvoir judiciaire (Articles 64 à 67).....	20
Chapitre V. La haute cour (Article 68).....	21
Chapitre VI. Le conseil d'Etat (Article 69).....	21
Chapitre VII. Le conseil économique et social (Article 70).....	22
Chapitre VIII. Les collectivités locales (Article 71).....	22
Chapitre IX. Révision de la constitution (Articles 72 à 74).....	22

## فهرس

الصفحات	
5	التوطئة .....
6	الباب الاول - احكام عامة .....
7 - 6	(من الفصل الاول الى الفصل 17) .....
7	الباب الثاني - السلطة التشريعية .....
10 - 7	(من الفصل 18 الى الفصل 36) .....
10	الباب الثالث - السلطة التنفيذية .....
10	(الفصل 37) .....
11	القسم الاول - رئيس الجمهورية .....
14 - 11	(من الفصل 38 الى الفصل 57) .....
14	القسم الثاني - الحكومة .....
15 - 14	(من الفصل 58 الى الفصل 63) .....
16	الباب الرابع - السلطة القضائية .....
16	(من الفصل 64 الى الفصل 67) .....
16	الباب الخامس - المحكمة العليا .....
16	(الفصل 68) .....
16	الباب السادس - مجلس الدولة .....
17 - 16	(الفصل 69) .....
17	الباب السابع - المجلس الاقتصادي والاجتماعي .....
17	(الفصل 70) .....
17	الباب الثامن - الجماعات المحلية .....
17	(الفصل 71) .....
17	الباب التاسع - تنقيح الدستور .....
17	(من الفصل 72 الى الفصل 74) .....

## احكام انتقالية (1)

يمكن لرئيس الجمهورية المباشر والذي تنتهي مدته النيابية خلال شهر نوفمبر 1991 ان ينظم قبل انتهاء هذه المدة انتخابات سابقة لأوانها اما رئاسية او تشريعية او رئاسية وتشريعية معا .

وفي صورة اجراء انتخابات رئاسية سابقة لأوانها تمّد النيابة الحالية لمجلس النواب الى نهاية المدة الرئاسية لرئيس الجمهورية الجديد المنتخب عملاً باحكام هذه الفقرة .

وفي صورة اجراء انتخابات تشريعية سابقة لأوانها ، تنتهي المدة الرئاسية الحالية لرئيس الجمهورية بانتهاء المدة النيابية لمجلس النواب الجديد .

ويتحمم ان تنص الأوامر المتخذة لتنظيم الانتخابات السابقة لأوانها المنصوص عليها بهذا الفصل على دعوة الناخبين لاجراء انتخابات جديدة في مدة لا تتجاوز الثلاثين يوماً .

ويجتمع مجلس النواب الجديد وجوباً في ظرف ثمانية ايام بعد الاعلان عن نتائج الاقتراع .

وتنتهي المدة الرئاسية الجارية حال الاعلان عن نتائج الانتخابات الرئاسية السابقة لأوانها .

اما المدة النيابية الجارية لمجلس النواب فتنتهي يوم اجتماع مجلس النواب الجديد .

---

(1) نص الفصل الثاني من القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المنقح للدستور .

(2) دائرة المحاسبات .

تركيب مجلس الدولة ومشمولات انظاره واجراءاته يضبطها القانون .

#### الباب السابع

### المجلس الاقتصادي والاجتماعي

الفصل 70 - المجلس الاقتصادي والاجتماعي هيئة استشارية في الشؤون الاقتصادية والاجتماعية ويضبط القانون تركيبه وعلاقاته بمجلس النواب .

#### الباب الثامن

### الجماعات المحلية

الفصل 71 - تمارس المجالس البلدية والمجالس الجهوية المصالح المحلية حسبما يضبطه القانون .

#### الباب التاسع

### تنقيح الدستور

الفصل 72 - لرئيس الجمهورية او لثلث اعضاء مجلس النواب على الاقل الحق في المطالبة بتنقيح الدستور ما لم يمس ذلك بالنظام الجمهوري للدولة .

الفصل 73 - لا ينظر المجلس في التنقيح المزمع ادخاله الا بعد قرار منه بالاغلبية المطلقة وبعد تحديد موضوعه ودرسه من طرف اللجنة المختصة .

ولا يمكن ادخال اي تنقيح على هذا الدستور من طرف مجلس النواب الا اذا تمت الموافقة عليه باغلبية الثلثين من الاعضاء في قراءتين تقع الثانية بعد ثلاثة اشهر على الاقل من الاولى .

الفصل 74 - يختم رئيس الجمهورية بعنوان نص دستوري القانون المنقح للدستور وذلك طبقا للفصل 52 .



وفي حالة حل مجلس النواب وفقا للفقرة الاولى من هذا الفصل يمكن لرئيس الجمهورية اتخاذ مراسيم يعرضها فيما بعد على مصادقة مجلس النواب .

ويجتمع المجلس الجديد وجوبا في ظرف ثمانية ايام بعد الاعلان عن نتائج الاقتراع .

#### الباب الرابع السلطة القضائية

الفصل 64 - تصدر الاحكام باسم الشعب وتنفذ باسم رئيس الجمهورية ،

الفصل 65 - القضاة مستقلون لا سلطان عليهم في قضائهم لغير القانون .

الفصل 66 - تسمية القضاة تكون بأمر من رئيس الجمهورية بمقتضى ترشيح من مجلس القضاء الاعلى وكيفية انتدابهم يضبطها القانون .

الفصل 67 - الضمانات اللازمة للقضاة من حيث التعيين والترقية والنقلة والتأديب يسهر على تحقيقها مجلس اعل للقضاء يضبط القانون تركيبه واختصاصاته .

#### الباب الخامس المحكمة العليا

الفصل 68 - تتكون المحكمة العليا عند اقرار الخيانة العظمى من احد اعضاء الحكومة ، ويضبط القانون صلاحيات هذه المحكمة وتركيبها واجراءاتها .

#### الباب السادس مجلس الدولة

الفصل 69 - يتركب مجلس الدولة من هيأتين :  
(1) المحكمة الادارية ،

الفصل 59 - الحكومة مسؤولة عن تصرفها لدى رئيس الجمهورية .  
الفصل 60 (الجديد) (1) - يسير الوزير الاول وينسق اعمال  
الحكومة وينوب عند الاقتضاء رئيس الجمهورية في رئاسة مجلس الوزراء  
أو أي مجلس آخر .  
الفصل 61 - لاعضاء الحكومة الحق في الحضور بمجلس النواب  
وبلجانه .

ولكل نائب ان يتقدم الى الحكومة باسئلة كتابية او شفاهية .  
الفصل 62 (الجديد) (1) - يمكن لمجلس النواب ان يعارض الحكومة  
في مواصلة تحمل مسؤولياتها ان تبين له انها تخالف السياسة العامة  
للدولة والاختيارات الاساسية المنصوص عليها بالفصلين التاسع  
والاربعين والثامن والخمسين ويكون ذلك بالاقتراع على لائحة لوم .  
ولا يمكن تقديم لائحة لوم الا اذا كانت معللة وممضاة من طرف  
نصف اعضاء مجلس النواب على الاقل ، ولا يقع الاقتراع عليها الا بعد  
مضي ثمان واربعين ساعة على تقديمها .

ويقبل رئيس الجمهورية استقالة الحكومة التي يقدمها الوزير الاول  
اذا وقعت المصادقة على لائحة اللوم باغلبية الثلثين من النواب .  
الفصل 63 (الجديد) (1) - يمكن لرئيس الجمهورية اذا صادق  
مجلس النواب على لائحة لوم ثانية باغلبية ثلثي اعضائه اثناء نفس المدة  
النيابية اما ان يقبل استقالة الحكومة او ان يحل مجلس النواب .  
ويتحتم ان ينص الامر المتخذ لحل مجلس النواب على دعوة الناخبين  
لاجراء انتخابات جديدة في مدة لا تتجاوز الثلاثين يوما .

---

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988  
المنقح للدستور .

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988  
المنقح للدستور .

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988  
المنقح للدستور .

واثناء مدة هذا التعذر الوقتي الحاصل لرئيس الجمهورية تبقى الحكومة قائمة الى ان يزول هذا التعذر ولو تعرضت الى لائحة لوم . ويعلم رئيس الجمهورية رئيس مجلس النواب بتفويضه المؤقت لسلطاته .  
الفصل 57 (الجديد) (1) - عند شغور منصب رئيس الجمهورية لوفاة او لاستقالة او لعجز تام يتولى فوراً رئيس مجلس النواب مهام رئاسة الدولة بصفة مؤقتة لاجل ادائه خمسة واربعون يوماً وأقصاه ستون يوماً .

ويؤدي القائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة اليمين الدستورية امام مجلس النواب وعند الاقتضاء امام مكتب المجلس .  
ولا يجوز للقائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة الترشح لرئاسة الجمهورية ولو في صورة تقديم استقالته .

ويمارس القائم بمهام رئيس الجمهورية بصفة مؤقتة المهام الرئاسية على انه لا يحق له ان يلجأ الى الاستفتاء او ان ينهي مهام الحكومة او ان يحل مجلس النواب او ان يتخذ التدابير الاستثنائية المنصوص عليها بالفصل 46 .

ولا يجوز خلال المدة الرئاسية الوقتية تقديم لائحة لوم ضد الحكومة .  
وخلال المدة الرئاسية الوقتية يتم انتخاب رئيس جمهورية جديد لمدة خمس سنوات .

ولرئيس الجمهورية الجديد ان يحل مجلس النواب ويدعو لانتخابات تشريعية سابقة لأوانها وفقاً للفقرة الثانية من الفصل 63 .

## القسم الثاني

### الحكومة

الفصل 58 - تسهر الحكومة على تنفيذ السياسة العامة للدولة طبق التوجيهات والاختيارات التي يضبطها رئيس الجمهورية .

---

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المنقح للدستور .

الفصل 49 - رئيس الجمهورية يوجه السياسة العامة للدولة ويضبط اختياراتها الاساسية ويعلم بها مجلس النواب .

ولرئيس الجمهورية ان يخاطب مجلس النواب مباشرة او بطريقة بيان يوجهه اليه .

الفصل 50 - يعين رئيس الجمهورية الوزير الاول كما يعين بقية اعضاء الحكومة باقتراح من الوزير الاول .

رئيس الجمهورية يرأس مجلس الوزراء .

الفصل 51 - رئيس الجمهورية ينهي مهام الحكومة او عضو منها تلقائيا او باقتراح من الوزير الاول .

الفصل 52 - يختم رئيس الجمهورية القوانين الدستورية والاساسية والعادية ويسهر على نشرها بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية في اجل لا يتجاوز خمسة عشر يوما ابتداء من بلوغها اليه من طرف رئيس مجلس النواب .

ولرئيس الجمهورية الحق اثناء الاجل المذكور في رد مشروع القانون الى مجلس النواب لتلاوة ثانية واذا وقعت المصادقة على المشروع من طرف المجلس بأغلبية ثلثي اعضاءه فانه يقع اصداره ونشره في اجل آخر لا يتجاوز خمسة عشر يوما .

الفصل 53 - يسهر رئيس الجمهورية على تنفيذ القوانين ويمارس السلطة الترتيبية العامة وله ان يفوض كامل هذه السلطة او جزءا منها للوزير الاول .

الفصل 54 - مشاريع القوانين تقع مداولتها في مجلس الوزراء والوامر ذات الصبغة الترتيبية يقع تأشيرها من طرف الوزير الاول وعضو الحكومة المعني بالامر .

الفصل 55 - يسند رئيس الجمهورية باقتراح من الحكومة الوظائف العليا المدنية والعسكرية .

الفصل 56 - لرئيس الجمهورية اذا تعذر عليه القيام بمهامه بصفة وقتية ان يفوض بأمر سلطاته الى الوزير الاول ما عدا حق حل مجلس النواب .

الفصل 42 - رئيس الجمهورية المنتخب يؤدي امام مجلس النواب  
اليمين التالية :

« أقسم بالله العظيم أن أحافظ على استقلال الوطن وسلامة ترابه  
وأن أحترم دستور البلاد وتشريعها وأن أرعى مصالح الأمة رعاية  
كاملة » .

الفصل 43 - المقر الرسمي لرئاسة الجمهورية تونس العاصمة  
وضواحيها الا انه يمكن في الظروف الاستثنائية ان يحول مؤقتا الى اي  
مكان آخر من تراب الجمهورية .

الفصل 44 - رئيس الجمهورية هو القائد الاعلى للقوات المسلحة .

الفصل 45 - يعتمد رئيس الجمهورية الممثلين الدبلوماسيين للدولة في  
الخارج ويقبل اعتماد ممثلي الدول الاجنبية لديه .

الفصل 46 - لرئيس الجمهورية في حالة خطر داهم مهدد لكيان  
الجمهورية وأمن البلاد واستقلالها بحيث يتعذر السير العادي لدواليب  
الدولة اتخاذ ما تحتمه الظروف من تدابير استثنائية بعد استشارة الوزير  
الاول ورئيس مجلس النواب .

وفي هذه الحالة لا يجوز لرئيس الجمهورية حل مجلس النواب كما لا  
يجوز تقديم لائحة لوم ضد الحكومة .

وتزول هذه التدابير بزوال اسبابها ويوجه رئيس الجمهورية بيانا في  
ذلك الى مجلس النواب .

الفصل 47 - لرئيس الجمهورية ان يعرض على الاستفتاء اي مشروع  
قانون يتعلق بتنظيم السلط العمومية او يرمي الى المصادقة على معاهدة  
يمكن ان يكون لها تأثير على سير المؤسسات دون ان يكون كل ذلك مخالفا  
للدستور .

واذا ما افضى الاستفتاء الى المصادقة على المشروع فان رئيس  
الجمهورية يصدره في اجل لا يتجاوز خمسة عشر يوما .

الفصل 48 - يختم رئيس الجمهورية المعاهدات . ويشهر الحرب  
ويبرم السلم بموافقة مجلس النواب .

لرئيس الجمهورية حق العفو الخاص .

## القسم الاول

### رئيس الجمهورية

الفصل 38 - رئيس الجمهورية هو رئيس الدولة ودينه الاسلام .  
الفصل 39 (الجديد) (1) - ينتخب رئيس الجمهورية لمدة خمسة اعوام انتخابيا عاما ، حرا ، مباشرا ، سريرا ، خلال الايام الثلاثين الاخيرة من المدة الرئاسية طبق الشروط المنصوص عليها بالقانون الانتخابي .

واذا تعذر اجراء الانتخاب في الميعاد المقرر لسبب حالة حرب او خطر داهم فان المدة الرئاسية تمدد بقانون الى ان يتسنى اجراء الانتخاب .  
ويجوز لرئيس الجمهورية ان يجدد ترشحه مرتين متتاليتين .

الفصل 40 (الجديد) (1) - الترشح لمنصب رئيس الجمهورية حق لكل تونسي غير حامل لجنسية اخرى ، مسلم مولود لآب ولآم وجد لآب ولآم تونسيين وكلهم تونسيون بدون انقطاع .

كما يجب ان يكون المترشح يوم تقديم ترشحه بالغا من العمر اربعين سنة على الاقل وسبعين سنة على الاكثر وتمتعا بجميع حقوقه المدنية والسياسية .

ويقع تقديم المترشح من طرف عدد من المنتخبين حسب الطريقة والشروط التي يحددها القانون الانتخابي .

ويسجل الترشح بدفتر خاص لدى لجنة تتركب من رئيس مجلس النواب وهو الرئيس ومن اربعة اعضاء وهم :

رئيس المجلس الدستوري ومفتي الجمهورية والرئيس الاول لمحكمة التعقيب والرئيس الاول للمحكمة الادارية .

وتبت اللجنة في صحة الترشح وتعلن عن نتيجة الانتخابات وتنتظر في الطعون المقدمة اليها في هذا الصدد .

الفصل 41 - رئيس الجمهورية هو الضامن لاستقلال الوطن وسلامة ترابه واحترام الدستور والقانون ولتنفيذ المعاهدات وهو يسهر على السير العادي للسلط العمومية الدستورية ويضمن استمرار الدولة .

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المنقح للدستور .

- الفصل 34 - تتخذ شكل قوانين النصوص المتعلقة :
- بالاساليب العامة لتطبيق الدستور ما عدا ما يتعلق منها بالقوانين الاساسية ،
  - باحداث الدواوين والمؤسسات العمومية والشركات او المؤسسات القومية ،
  - بالجنسية والحالة الشخصية والالتزامات ،
  - بالاجراءات امام مختلف اصناف المحاكم ،
  - بضبط الجرائم والجنح والعقوبات المنطبقة عليها ،
  - بالعفو التشريعي ،
  - بضبط قاعدة الاداء ومقاديره لفائدة الدولة ما لم يعط تفويض في ذلك الى رئيس الجمهورية بمقتضى قوانين المالية والقوانين الجبائية ،
  - بنظام اصدار العملة ،
  - بالقروض والتعهدات المالية للدولة ،
  - بالضمانات الاساسية الممنوحة للموظفين المدنيين والعسكريين .
- الفصل 35 - يضبط القانون المبادئ الاساسية :
- لنظام الملكية والحقوق العينية ،
  - للتعليم ،
  - للصحة العمومية ،
  - لقانون الشغل والضمان الاجتماعي .
- الفصل 36 - تقع الموافقة على مخطط التنمية بقانون كما يرخص القانون في موارد الدولة وتكليفها حسب الشروط المنصوص عليها بالقانون الاساسي للميزانية .

### الباب الثالث

#### السلطة التنفيذية

- الفصل 37 - رئيس الجمهورية يمارس السلطة التنفيذية بمساعدة حكومة يرأسها وزير اول .

ولجلس النواب ان يفوض لمدة محدودة ولغرض معين الى رئيس الجمهورية اتخاذ مراسيم يعرضها على مصادقة المجلس عند انقضاء المدة المذكورة .

يصادق مجلس النواب على القوانين الاساسية والعادية بالاغلبية المطلقة لاعضاء المجلس .

ولا يعرض مشروع القانون الاساسي على مداولة مجلس النواب الا بعد مضي خمسة عشر يوما على ايداعه .

والقوانين المنصوص عليها بالفصول 4 و8 و9 و10 و66 و67 و68 و69 و70 و71 من الدستور تعتبر قوانين اساسية .

ويتخذ القانون الانتخابي في شكل قانون اساسي .

ويصادق مجلس النواب على مشاريع قوانين الميزانية وختمها طبق الشروط المنصوص عليها بالقانون الاساسي للميزانية .

ويجب ان تتم المصادقة على الميزانية في اجل اقصاه 31 ديسمبر ، واذا فات ذلك الاجل ولم يتخذ مجلس النواب قراره يمكن ادخال احكام مشاريع قوانين الميزانية حيز التنفيذ باقساط ذات ثلاثة اشهر قابلة للتجديد وذلك بمقتضى امر .

الفصل 29 - يعقد مجلس النواب كل سنة دورة عادية تبتدىء خلال شهر اكتوبر وتنتهي خلال شهر جويلية على ان تكون بداية الدورة الاولى من المدة النيابية خلال النصف الاول من شهر نوفمبر .

ويجتمع المجلس اثناء عطلة بطلب من رئيس الجمهورية او بطلب من اغلبية النواب .

الفصل 30 - ينتخب مجلس النواب من بين اعضائه لجانا قارة تعمل بدون انقطاع حتى اثناء عطلة المجلس .

الفصل 31 - لرئيس الجمهورية ان يتخذ خلال عطلة المجلس باتفاق مع اللجنة القارة المختصة مراسيم يقع عرضها على مصادقة المجلس في دورته العادية المقبلة .

الفصل 32 - المعاهدات لا تعد نافذة المفعول الا بعد المصادقة عليها والمعاهدات المصادق عليها بصفة قانونية اقوى نقودا من القوانين .

الفصل 33 - تقع المصادقة على المعاهدات بمقتضى قانون .



- الفصل 22 - يجرى انتخاب مجلس النواب لمدة خمس سنوات خلال الثلاثين يوما الاخيرة من المدة النيابية (\*).
- الفصل 23 - اذا تعذر اجراء الانتخاب في الميعاد المقرر لسبب حالة حرب او خطر داهم فان مدة المجلس القائم تمدد بقانون الى ان يتسنى اجراء الانتخابات .
- الفصل 24 - مقر مجلس النواب تونس العاصمة وضواحيها الا انه يمكن لمجلس النواب في الظروف الاستثنائية ان يعقد جلساته باي مكان آخر من تراب الجمهورية .
- الفصل 25 - يعتبر كل نائب بمجلس النواب ، نائبا عن الامة جمعاء .
- الفصل 26 - لا يمكن تتبع النائب او ايقافه او محاكمته لأجل آراء أو اقتراحات يبدئها ، أو اعمال يقوم بها لاداء مهام نيابته داخل المجلس .
- الفصل 27 - لا يمكن اجراء تتبع او ايقاف احد النواب طيلة نيابته في تهمة جنائية أو جناحية ما لم يرفع عنه مجلس النواب الحصانة ، أما في حالة التلبس بالجريمة فانه يمكن ايقافه ويعلم المجلس حالا على ان ينتهي كل ايقاف اذا طلب المجلس ذلك .
- الفصل 28 (الجديد) (1) - مجلس النواب هو الذي يمارس السلطة التشريعية ، ورئيس الجمهورية وللنواب على السواء حق عرض مشاريع القوانين .
- ولمشاريع رئيس الجمهورية اولوية النظر .

---

\* صدر قانون دستوري عدد 78 لسنة 1981 مؤرخ في 9 سبتمبر 1981 يتعلق بتنظيم انتخابات تشريعية سابقة لوانها هذا نصه :

فصل وحيد : استثناء لاحكام الفصل 22 من الدستور تجرى انتخابات تشريعية سابقة لوانها قبل يوم 31 ديسمبر 1981 لتجديد مجلس النواب .

يجتمع مجلس النواب الجديد المنتخب طبقا لهذا القانون الدستوري في أجل الثمانية أيام الموالية ليوم الاقتراع .

تنتهي المدة النيابية الجارية لمجلس النواب يوم اجتماع مجلس النواب الجديد .

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المنقح للدستور .

- الفصل 10 - لكل مواطن حرية التنقل داخل البلاد والى خارجها واختيار مقر اقامته في حدود القانون .
- الفصل 11 - يحجر تقريب المواطن عن تراب الوطن او منعه من العودة اليه .
- الفصل 12 - كل متهم بجريمة يعتبر بريئا الى ان تثبت ادانته في محاكمة تكفل له فيها الضمانات الضرورية للدفاع عن نفسه .
- الفصل 13 - العقوبة شخصية ولا تكون الا بمقتضى نص قانوني سابق الوضع .
- الفصل 14 - حق الملكية مضمون ويمارس في حدود القانون .
- الفصل 15 - الدفاع عن حوزة الوطن وسلامته واجب مقدس على كل مواطن .
- الفصل 16 - اداء الضرائب والتكاليف العامة واجب على كل شخص على اساس الانصاف .
- الفصل 17 - يحجر تسليم اللاجئين السياسيين .

#### الباب الثاني

#### السلطة التشريعية

- الفصل 18 - يمارس الشعب السلطة التشريعية بواسطة مجلس نيابي يسمى « مجلس النواب » .
- الفصل 19 - ينتخب اعضاء مجلس النواب انتخابا عاما ، حرا ، مباشرا ، سريريا ، حسب الطريقة والشروط التي يحددها القانون الانتخابي .
- الفصل 20 - يعتبر ناخبا كل مواطن يتمتع بالجنسية التونسية منذ خمسة اعوام على الاقل ، وبلغ عشرين سنة كاملة .
- الفصل 21 (الجديد) (1) - الترشح لعضوية مجلس النواب حق لكل ناخب ولد لأب تونسي وبلغ من العمر على الاقل خمسا وعشرين سنة كاملة يوم تقديم ترشحه .

---

(1) القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المنقح للدستور .

## الباب الاول

### احكام عامة

- الفصل 1 - تونس دولة ، حرة ، مستقلة ، ذات سيادة ، الاسلام دينها ، والعربية لغتها ، والجمهورية نظامها .
- الفصل 2 - الجمهورية التونسية جزء من المغرب العربي الكبير تعمل لوحدته في نطاق المصلحة المشتركة .
- ان المعاهدات المبرمة في هذا الغرض والتي قد يترتب عنها تحوير ما لهذا الدستور يعرضها رئيس الجمهورية على الاستفتاء الشعبي بعد ان يوافق عليها مجلس النواب حسب الصيغ والشروط المنصوص عليها بالدستور .
- الفصل 3 - الشعب التونسي هو صاحب السيادة يباشرها على الوجه الذي يضبطه هذا الدستور .
- الفصل 4 - علم الجمهورية التونسية احمر تتوسطه دائرة بيضاء بها نجم ذو خمسة اشعة يحيط به هلال احمر حسبما يبينه القانون .  
وشعار الجمهورية : حرية - نظام - عدالة .
- الفصل 5 - الجمهورية التونسية تضمن حرمة الفرد وحرية المعتقد وتحمي حرية القيام بالشعائر الدينية ما لم تخل بالامن العام .
- الفصل 6 - كل المواطنين متساويون في الحقوق والواجبات وهم سواء امام القانون .
- الفصل 7 - يتمتع المواطن بحقوقه كاملة بالطرق والشروط المبينة بالقانون ، ولا يحد من هذه الحقوق الا بقانون يتخذ لاحترام حقوق الغير ولصالح الامن العام والدفاع الوطني ولازدهار الاقتصاد وللنهوض الاجتماعي .
- الفصل 8 - حرية الفكر والتعبير والصحافة والنشر والاجتماع وتأسيس الجمعيات مضمونة وتمارس حسبما يضبطه القانون .  
والحق النقابي مضمون .
- الفصل 9 - حرمة المسكن وسرية المراسلة مضمونتان الا في الحالات الاستثنائية التي يضبطها القانون .

## التوطئة

بسم الله الرحمن الرحيم

نحن ممثلي الشعب التونسي المجتمعين في مجلس قومي تأسيسي ،  
نعلم ان هذا الشعب الذي تخلص من السيطرة الاجنبية بفضل تكتله  
العنيد وكفاحه ضد الطغيان والاستعمار والتخلف ، مصمم :

- على توثيق عرى الوحدة القومية والتمسك بالقيم الانسانية المشاعة  
بين الشعوب التي تدين بكرامة الانسان وبالعدالة والحرية وتعمل للسلم  
والتقدم والتعاون الدولي الحر ،

- وعلى تعلقه بتعاليم الاسلام وبوحدة المغرب الكبير وبانتمائه للأسرة  
العربية والتعاون مع الشعوب الافريقية في بناء مصر افضل وبالتضامن  
مع جميع الشعوب المناضلة من اجل الحرية والعدالة ،

- وعلى اقامة ديمقراطية اساسها سيادة الشعب وقوامها نظام  
سياسي مستقر يرتكز على قاعدة تفريق السلط ،

ونعلم ان النظام الجمهوري خير كفيل لحقوق الانسان وقرار المساواة  
بين المواطنين في الحقوق والواجبات ولتوفير اسباب الرفاهية بتنمية  
الاقتصاد واستخدام ثروة البلاد لفائدة الشعب وانجع اداة لرعاية  
الاسرة وحق المواطنين في العمل والصحة والتعليم ،

نحن ممثلي الشعب التونسي الحر صاحب السيادة نرسم على بركة الله  
هذا الدستور .

## قرار المجلس القومي التأسيسي في اعلان الجمهورية

نحن نواب الامة التونسية اعضاء المجلس القومي التأسيسي بمقتضى ما لنا من نفوذ كامل مستمد من الشعب .

وتدعيما لاركان استقلال الدولة وسيادة الشعب وسيرا في طريق النظام الديمقراطي الذي هو وجهة المجلس في تسطير الدستور ،

نتخذ باسم الشعب القرار التالي النافذ المفعول حالا :

اولا - نلغي النظام الملكي الغاء تاما ،

ثانيا-نعلن ان ان تونس دولة جمهورية ،

ثالثا - نكلف رئيس الحكومة السيد الحبيب بورقيبة بمهام رئاسة الدولة على حالها الحاضر ريثما يدخل الدستور حيز التطبيق ونطلق عليه لقب رئيس الجمهورية التونسية ،

رابعا - نكلف الحكومة بتنفيذ هذا القرار وياتخاذ التدابير اللازمة لصيانة النظام الجمهوري كما نكلف كلا من رئيس المجلس والأمين العام لمكتب المجلس والحكومة بابلاغ هذا القرار الى الخاص والعام .

اصدرناه في قصر المجلس « بباردو » يوم الخميس 26 ذي الحجة سنة 1376 وفي 25 جويلية 1957 على الساعة السادسة مساء .

جلولي فارس

رئيس المجلس القومي التأسيسي

## نص الدستور الصادر في غرة جوان 1959 بعد ادخال التعديلات التالية عليه :

- القانون الدستوري عدد 23 لسنة 1965 المؤرخ في غرة جويلية 1965 المنقح للفصل 29 من الدستور .
- القانون الدستوري عدد 23 لسنة 1967 المؤرخ في 30 جوان 1967 المنقح للفصل 29 من الدستور .
- القانون الدستوري عدد 63 لسنة 1969 المؤرخ في 31 ديسمبر 1969 المنقح للفصل 51 من الدستور .
- القانون الدستوري عدد 13 لسنة 1975 المؤرخ في 19 مارس 1975 المنقح للفصلين 40 و 51 من الدستور .
- القانون الدستوري عدد 37 لسنة 1976 المؤرخ في 8 افريل 1976 المنقح والمتمم لدستور غرة جوان 1959 .
- القانون الدستوري عدد 47 لسنة 1981 المؤرخ في 9 جوان 1981 المنقح لبعض الفصول من الدستور تتعلق بتغيير تسمية « مجلس الامة » ب « مجلس النواب » .
- القانون الدستوري عدد 88 لسنة 1988 المؤرخ في 25 جويلية 1988 المتعلق بتنقيح الدستور .

المطبعة الرسمية للجمهورية التونسية



دستور

الجمهورية العربية السورية  
الجمهورية العربية السورية











دستور

الجمهورية التونسية